

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

110-2 | 2003

Varia

Sylvie Granger, Musiciens dans la ville (1650-1850)

Jean Quéniart



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1450>

ISBN : 978-2-7535-1490-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 juillet 2003

Pagination : 250-252

ISBN : 978-2-86847-874-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean Quéniart, « Sylvie Granger, Musiciens dans la ville (1650-1850) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 110-2 | 2003, mis en ligne le 20 juillet 2005, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1450>

temps que le présent ouvrage est paru un article consacré à cette mystique par Marie-Hélène Froeschlé-Chopard). Je souscris pleinement à la prudence de M. Bernos (p. 327) : « L'historien n'a pas à dissenter sur la nature ou l'authenticité des visions. » (Dialogues supposés avec la Vierge ou objectivation d'un dialogue intérieur ?). D'autant plus que les témoignages sont la traduction et la mise en forme par des juges ou des clercs d'un discours dont nous n'avons pas l'original.

Écrit de façon vivante, éclairé par de nombreuses notes infra-paginales, l'ouvrage de M. Bernos est un apport important à l'histoire des femmes dans l'Occident moderne. On regrettera seulement l'absence d'un index.

Malgré l'incontestable existence d'un antiféminisme d'une partie des clercs, malgré des reculs (le temps du « crépuscule des mystiques » dans la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle correspond à une diminution de l'influence des femmes dans l'Église), le Christianisme portait les germes d'une libération des filles d'Ève. Le riche dossier analysé par Marcel Bernos aide à comprendre pourquoi, comme le rappelle son préfacier Jean Delumeau « c'est dans les pays de tradition chrétienne que la femme aujourd'hui a le statut le plus enviable ».

Robert SAUZET

GRANGER, Sylvie, *Musiciens dans la ville (1650-1850)*, Paris, Belin, 2002, 320 p.

En introduction, l'auteur souligne la difficulté de cerner une activité par essence fugitive, aux sources dispersées, et un métier aux acteurs souvent gyrovagues, où la limite entre l'amateur et le professionnel reste longtemps floue. Dans le cadre du Maine, la première partie – « le métier de musicien » – traite des lieux et modes d'exécution musicale. Le titre nécessairement « fourre-tout » du premier chapitre – « scènes, tréteaux et parquets » – illustre d'emblée la difficulté de saisir dans une ville moyenne d'Ancien Régime des formes d'activités proLanes très inégalement enracinées, voire fragiles. Les tentatives pour établir au Mans un « Concert » public se soldent rapidement par autant d'échecs. Les représentations de théâtre musical par des troupes de passage sont très rares jusqu'à l'ouverture en 1776 de la salle de spectacle, financée par des actionnaires privés, qui accueille annuellement une dizaine d'opéras, d'opéras comiques ou de comédies mêlées d'ariettes. L'activité musicale est au contraire dynamisée au ^{xix}^e siècle par de nombreuses troupes et artistes de passage, phénomène européen dont les retombées locales sont aussi liées à l'essor du Mans (18 000 habitants en 1801, 27 000 en 1851), qui contraste avec la période précédente. Cette évolution accélère l'acculturation au goût musical parisien, par adjonction, non sans froissements parfois, des forces locales ou des amateurs aux musiciens professionnels ou extérieurs. Au bal privé s'ajoute à la fin de l'Ancien Régime le bal par abonnement ; la saison s'allonge ; les formes se diversifient encore au ^{xix}^e siècle avec l'apparition du bal public, encore rare jusque-là.

Sous l'Ancien Régime, où le caractère discontinu, éparpillé de la vie musicale proLane ne permet pas d'en vivre, l'Église est le plus sûr employeur. Les chapitres de la cathédrale et de la collégiale Saint-Julien emploient une vingtaine de musiciens, chantres, maîtres de chapelle et organistes, auxquels s'ajoutent lors des grandes cérémonies des supplétifs. Douze églises paroissiales possèdent des orgues sous l'Ancien Régime, dont, il est vrai, les titulaires cumulent les postes. La Révolution oblige bien entendu ces musiciens, dont Sylvie Granger cerne au plus près les rémunérations en les resituant dans la gamme des exemples connus,

à une reconversion dans l'enseignement, l'administrations ou le petit commerce. La renaissance ultérieure connaît maintes difficultés, et demeure incomplète, pour des raisons à la fois matérielles – réduction des sites insuffisance des budgets, délabrement de l'orgue de la cathédrale – et humaines, qui tiennent à la rupture des traditions auparavant transmises au sein des psallettes.

L'enseignement, en l'absence de communauté de métier, est libre ; progressivement spécialisé, dès la fin de l'Ancien Régime, il constitue le troisième volet des professions musicales. Les maîtres à danser exercent en ville, mais aussi dans les couvents et pensions, même si les Oratoriens qui tiennent le collège n'y sont pas favorables. Sous la monarchie de Juillet, la musique entre au Mans dans les programmes d'enseignement. À la même époque s'implante le mouvement orphéonique, marqué par la création en 1842 de la Société de l'Orphéon, dont le but, idéologique et social autant qu'artistique, est de « propager la musique vocale parmi la classe ouvrière », ainsi éloignée des « distractions dégradantes du cabaret ». L'expansion de la pratique bourgeoise, des leçons privées, permet alors au professorat musical de se constituer en un véritable métier, dont l'auteur suit l'évolution à travers la sociologie des élèves (qui déborde largement les élites sociales) et des maîtres, les types d'activité – soulignant au passage le remplacement, entre les années 1780 et 1820, de l'épinette ou du clavecin par le piano – et les tarifs. Annonces et inventaires montrent que, malgré sa discrétion, malgré l'absence de grands noms, la vie musicale mancelle, largement sous estimée en raison de la rareté des données, en particulier celles qui concernent les musiques populaires, est, selon les termes de Sylvie Granger, « drue et vigoureuse ».

La seconde partie – « les chemins de la carrière musicale » – suit d'abord le cheminement des musiciens : sur 485 individus repérés au Mans entre 1600 et 1850, 166 sont nés dans un rayon de 50 km, 268 au-delà, 51 cas restant incertains. Le recrutement local progresse au XIX^e siècle, en raison d'une demande accrue et de l'enracinement de familles musicales. Ancrés pour une durée plus ou moins longue, ou simples « passants » comme les connaît surtout le XVII^e siècle, les horsains contribuent à la diffusion du répertoire. Les musiciens d'Église, les plus facilement observables, viennent en majorité d'un large quart nord-ouest de la France étendu jusqu'à une ligne allant de la Lorraine au Poitou ; les organistes y sont les plus stables (la moyenne est sous l'Ancien Régime de 14 ans pour les deux grandes églises mancelles, contre 11 et 6,5 ans pour les maîtres de chapelle de la cathédrale et de la collégiale). L'étude des origines sociales, sur un échantillon malheureusement limité au quart par les sources, montre que l'hérédité – très variable selon les différents métiers de la musique et les conditions de formation – ne joue pas pour les deux tiers d'entre eux. Seuls quelques-uns sont d'origine rurale ; les troupes les plus importantes sont issues de la petite bourgeoisie artisanale et commerçante, et en particulier des familles de maîtres. Si on se targue encore, surtout si l'on est un musicien indépendant, d'avoir appris avec les meilleurs maîtres parisiens, le XIX^e siècle voit se renforcer la captation des talents provinciaux, au profit de la capitale.

En raison de leur caractère institutionnel, les psallettes, élément de prestige – ce poste constitue à la fin de l'Ancien Régime 10 % des dépenses de la cathédrale – auxiliaires indispensables de la liturgie, sont les mieux connus des modes de formation. L'histoire des deux psallettes mancelles ne se distingue guère des autres exemples de l'Ouest : recrutement par concours, à l'âge moyen de 7 à 8 ans ; origine presque toujours diocésaine des élus, pour 45 % d'entre eux d'origine rurale. Leurs journées se partagent entre la maison de la psallette et l'église cathédrale ou collégiale, entre les offices, la formation musicale, l'enseignement

religieux, et les disciplines profanes qui incluent l'étude du latin, de façon à permettre aux meilleurs l'entrée au collège ou dans un petit séminaire. Après le Concordat s'affirme la distinction entre le maître de chapelle, chargé de la musique, et le maître de psallette. La diversification des disciplines enseignées, où la place de la musique se réduit, l'externat, devenu de règle, rapprochent alors la psallette d'une école ordinaire. La durée très variable des séjours – moins de deux ans en raison d'abandon ou de renvoi, mais plus de neuf ans sous l'Ancien Régime (de telles durées seront beaucoup plus rares au XIX^e siècle) pour près de la moitié des enfants qui passent ce cap – explique que « la psallette mène à tout » : Sylvie Granger consacre une belle page à l'évocation des difficultés de réinsertion sociale et culturelle que devaient rencontrer, après dix années passées au sein du cocon clérical de la psallette, ceux qui revenaient dans leur milieu rural originel ; quelques-uns se tournent vers la carrière ecclésiastique ; les meilleurs ou les plus chanceux deviennent musiciens d'église.

Dans une troisième partie, plus brève, l'auteur évoque, à partir des inventaires, la condition matérielle des musiciens, qui occupent pour la plupart des logements de deux ou trois pièces, ce qui les situe au niveau de la petite, voire de la moyenne bourgeoisie. Le logis, le mobilier permettent de dessiner avec souplesse une hiérarchie des biens matériels où les organistes, puis les maîtres de danse précèdent en moyenne les instrumentistes, et surtout les simples ménestriers, joueurs de violon restés bien plus proches des milieux populaires. La moitié des musiciens possèdent sous l'Ancien Régime une petite bibliothèque, qui dépasse exceptionnellement la centaine de volumes ; mais cette proportion se réduit après la Révolution, ce qui est l'indice d'un certain déclassement. Le dernier chapitre s'attache, enfin, aux différents aspects de la sociabilité interne au monde musical. L'homogamie, inférieure à 10 %, est très faible : les musiciens épousent, surtout, des filles d'artisans, mais aussi de marchands ou d'employés ; 10 % seulement de leurs enfants ont pour parrain un autre musicien. Seuls les maîtres à danser de métier manifestent çà et là une certaine volonté d'ostentation et de reconnaissance sociale. Seuls les individus fédérés par une institution, église ou armée, manifestent une certaine solidarité de métier.

L'exemple manseau confirme ainsi largement l'impression, donnée par des travaux antérieurs, d'une vie musicale « polyphonique », hétérogène et riche à la fois, d'individus et de métiers qu'il est impossible de ramener à un type dominant. À partir de son vaste fichier, qu'elle ne demande qu'à enrichir, Sylvie Granger nous offre avec ce livre une étude fourmillant de données, qui sait à la fois dégager les conclusions essentielles, tout en faisant avec beaucoup de finesse constamment place aux nuances.

Jean QUENIART

PEROUAS, Louis, *Gabriel Deshayes. Un grand pionnier de la restauration catholique dans l'Ouest de la France (1767-1841)*, Paris, Éditions Don Bosco, 2003, 174 p. (collection « Sciences de l'éducation » ; préface de Claude Langlois), 15 €.

Cerné, de son propre aveu, par l'âge et les ennuis de santé, Louis Pérouas a voulu, à travers ce petit livre, attirer l'attention sur un personnage trop méconnu à ses yeux et qui, assure-t-il, mériterait de faire l'objet d'une thèse. Gabriel Deshayes a en effet de quoi fasciner l'historien. Né à Beignon (une petite paroisse rurale qui était alors dans l'évêché de Saint-Malo et se retrouva plus tard en